



« Les contre-réformes dans l'Éducation nationale : on lâche rien ! » Compte-rendu du stage du 14 mars Sud Educ 13

L'idée générale était de tenter de comprendre ce que les pouvoirs libéraux veulent faire de l'école publique et de ses personnels à partir des mutations institutionnelles en cours. Face à toutes ces attaques gouvernementales, quelles formes d'actions et de résistances opposer ?

Malgré les pressions hiérarchiques diverses (allant jusqu'à l'interdiction de participer pour l'un des organisateurs !), le stage a réuni près de 50 participants, venus de différents départements (13, 04, 05, 84, 83), essentiellement des PE (une dizaine du secondaire), non syndiqués, syndiqués SUD Educ 13, 04, 05, 84, 34, CNT, FO, ee-SNUipp...

Après un rapide diaporama introductif, les thèmes se sont enchaînés, suivis à chaque fois de débats très riches, mais trop rapidement écourtés, vu le nombre de thèmes à traiter : la maternelle en danger, la loi de mobilité des fonctionnaires, CLAIR/ECLAIR, les E2P, la maîtrise, les libertés syndicales et la représentativité, l'inspection, les évaluations nationales, les rythmes scolaires, l'aide personnalisée et les RASED...

Dans la deuxième partie du stage, la discussion a porté sur les modalités de lutte et de résistance.

Vu le nombre croissant de cas d'abus de pouvoir des IEN, la nécessité pour chacun de s'informer sur ses droits (et de les faire valoir !) a été mise en avant.

Il est apparu essentiel d'exiger que les ordres donnés oralement par la hiérarchie soient notifiés par écrit. Ainsi, chacun peut se permettre de ne plus faire ce qui n'est pas obligatoire, s'il juge que ce n'est pas utile pour ses élèves.

La démarche des «enseignants en résistance» («désobéisseurs»), quelquefois considérée comme une action individuelle, a été réaffirmée comme nécessairement collective, comme en témoigne leur organisation en réseau national.

Pour passer de la résistance passive, si fréquente, à la résistance collective, médiatisons nos actions ; informons les parents ; participons à des listes de diffusion, des AG, des RIS ou HIS, des stages de formation syndicale... car faire connaître nos différentes manières de résister est aussi important que la résistance en elle-même.

Pour télécharger les documents:

www.sudeduc13.ouvaton.org/spip.php?article544

STAGE VAUCLUSE

Dans le précédent journal, nous vous invitons à un stage de formation syndicale à Marseille. Ce stage fut un grand succès (voir le compte rendu ci-contre) qui nous invite à multiplier ce genre d'initiative un peu partout.

SUD Educ vous propose donc un stage de formation syndicale dans le Vaucluse, à Avignon, Parc des libertés, le 6 juin 2011.

Au cours de ce stage nous aurons la possibilité de nous pencher sur ces contre réformes qui modifient en profondeur le métier d'enseignant.

Rappel important: n'importe quel personnel, qu'il soit syndiqué ou pas, qu'il soit adhérent de Sud Educ ou pas, travaillant dans une école, un collège, un lycée ou une université peut participer à ce stage intercatégoriel. Chacun a droit à 12 jours de formation syndicale par an. Il suffit pour cela de déposer une demande écrite suivant le modèle ci-dessous avant le 6 mai, adressée par la voie hiérarchique à l'IA ou au Recteur. Il faut parallèlement prévenir le syndicat Sud Educ 84 (par courrier, mail ou téléphone) de votre inscription.

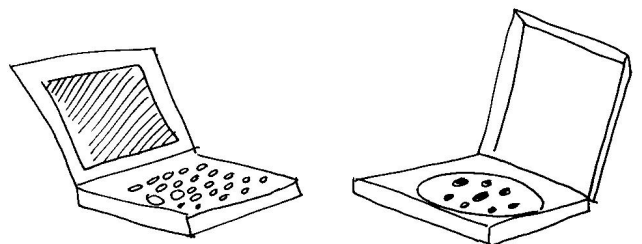
Modèle de courrier pour participer au stage de formation syndicale:

A <lieu>, <date>

A <M. le Recteur ou M. l'Inspecteur d'Académie> s/c de M. le <supérieur hiérarchique direct (chef d'établissement ou IEN)>

Mme / M <Nom, Prénom, fonction, affectation>
demande à bénéficier d'un congé pour formation syndicale d'un jour en application de la loi n° 82-997 du 23 novembre 1982 et du décret n° 84-474 du 15 juin 1984, en vue de participer au stage de formation syndicale qui se déroulera le lundi 6 Juin à Avignon sous l'égide du CEFI-Solidaires (144, bd de la Villette 75 019 Paris). <signature>

LE SECRET D'UN STAGE RÉUSSI



POWERPOINT ET PIZZAS